**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** TCHAD

**TYPE DE RAPPORT : ANNUEL**

**ANNEE DE RAPPORT :** NOVEMBRE 2020

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet : Appui à la participation citoyenne des jeunes et des femmes à la gouvernance locale et à la consolidation de la paix au Tchad**  **Numéro Projet / MPTF Gateway :**  **00113491** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire :** | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **UNICEF (Agence Coordonnatrice)**  **PNUD**  **HCDH**  **PAM** |
| **Date du premier transfert de fonds :** 18 décembre 2018  **Date de fin de projet :** 30 septembre 2021  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** Non | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :**  **Agence récipiendaire Budget**  UNICEF $ 1 229,430  PNUD $ 891,310  HCDH $ 471,460  PAM $ 898,800  Total : $ 3,491,000  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : **48,81%**  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgétisation sensible au genre :**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **US$** **1 382 350**  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **US$** **762,125.05** | |
| **Marquer de genre du projet :**  **Marquer de risque du projet :**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») :**   * Domaine prioritaire No 2 et particulièrement : (2.2) Gouvernance démocratique ; **(2.3) Prévention/gestion des conflits**. * Le cas échéant, le résultat de l’**UNDAF** auquel le projet contribue : **Résultat 3 : Gouvernance Paix et Sécurité (Effets 16, 7 et 5)** * Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue : **ODD 16** (Justice et Paix). | |
| **Préparation du rapport :**  Rapport préparé par : Hissein Djaba, Chef de section Education OIC UNICEF au Tchad  Rapport approuvé par : Dr Viviane Van Steirteghem, Représentante UNICEF au Tchad  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel, etc.) *(limite de 1 500 caractères) :***

Les activités préparatoires sont achevées et la mise en œuvre du projet est désormais effective avec des réalisations en faveur de la participation citoyenne et de la consolidation de la paix visibles sur le terrain. Les activités planifiées pour le deuxième trimestre 2020 ont été perturbés du fait de la COVID-19, et notamment des mesures restrictives instaurées pour limiter la propagation du virus. Néanmoins, ces mesures ont été progressivement levées et des efforts ont été faits pour assurer la bonne mise en œuvre du projet. Ainsi, l’opérationnalisation des résolutions 1325 et 2250 est toujours en cours et des activités ont été menées pour assurer l’appropriation et l’ancrage local des plans nationaux. Au regard de la participation citoyenne, le renforcement de capacités des leaders religieux et administratifs sur les thématiques de gouvernance locale ainsi que l’organisation de rencontres communautaires sur ces mêmes thèmes ont permis d’impulser un changement de comportement qui promeut la participation des jeunes et des femmes aux mécanismes de prise de décision au niveau local. Au sein des communautés et des écoles, un environnement pacifique favorisant une cohésion sociale a été instauré grâce au renforcement de capacités de 827 leaders (350 hommes, 175 femmes, 205 jeunes hommes responsables des associations mixtes et 97 jeunes femmes responsables des associations féminines), 283 membres d’organisations communautaires, 97 promoteurs de la paix et leurs superviseurs 300 membres (273 hommes et 27 femmes) des Associations de Parents d’Élèves (APE). 19 663 personnes (7 175 hommes, 4 685 femmes, 4 490 jeunes hommes et 3 313 jeunes femmes) à N’Djamena, Bol et Moundou ont bénéficié de la sensibilisation sur la prévention et la gestion pacifique des conflits et la cohabitation pacifique, à travers des causeries éducatives, visites à domicile, bureaux d’aide juridique, projections de films et représentations par la compagnie théâtrale mobile.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films *(limite de 1 000 caractères) :***

Au cours des six prochains mois, le projet prévoit :

* La tenue des ateliers de formulation et de validation des Plans d’Actions Nationaux (PAN) sur les résolutions 1325 et 2250 ;
* La poursuite des activités de communication de proximité pour le changement de comportement visant à promouvoir la consolidation de la paix et la participation citoyenne par les Promoteurs de la Paix au niveau Communautaire (PPC), les membres des APE, les réseaux de protection communautaire, les radios, la caravane théâtrale et U-Report ;
* La formation de 200 jeunes, dont 60% de femmes, en couture, culture maraîchère et mécanique à Moundou et au Lac ;
* La tenue de dialogues communautaires et intergénérationnels au Lac, Moundou et N’Djaména ;
* L’organisation à N’Djaména d’une formation au profit des leaders traditionnels, religieux et des forces de l'ordre sur le plaidoyer public, la prévention, la résolution pacifique des conflits, l’écocitoyenneté et la gestion participative, rationnelle et équitable des ressources foncières ;
* L’organisation des fora à Moundou et à N’Djaména sur la participation des jeunes aux mécanismes de prise de décision

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. *(Limite de 1 500 caractères) :***

N/A.

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des web links à la communication stratégique publiée. *(Limite de 2 000 caractères) :***

À la suite de la formation des associations des parents d’élèves (273 hommes et 27 femmes) sur les notions de paix et sur le rôle du facilitateur/médiateur à Moundou, le 25 et 26 septembre 2020, les participants ont pris conscience du rôle qu’ils doivent jouer dans la promotion de la cohabitation pacifique. À titre illustratif, Monsieur Mbaïoudoum Djenadé Assa, président de l’APE du Lycée de Djarabé de Moundou depuis six ans, a déclaré : « *c’est pour la première fois que nous membres des APE connaissons notre rôle de facilitateur et médiateur en cas de conflit au niveau de l’école*, *même si ces dernières années la tendance à la violence dans notre établissement tend à la baisse, il est important d’être vigilant et ne pas baisser les bras. Dès la reprise des cours de cette année 2020-2021, nous allons remettre systématiquement à tous les parents le règlement intérieur de notre école ; et nous allons organiser la caravane de la paix en réunissant à la fois les élèves, les enseignants et les parents d’élèves au sein de notre école pour échanger sur la notion de paix afin de faire de notre école, le creuset de la paix à Moundou.* *À partir d’aujourd’hui, je suis un artisan de la paix au sein de mon école et aussi dans ma communauté*».

À Moundou, localité de mise en œuvre du projet, trois cas de viol et agression sexuelle et deux cas de mariage d’enfants ont été dénoncés par les membres des réseaux communautaires de protection des droits humains en juin et juillet 2020. Ces différents cas ont été pris en charge par la Coordination Provinciale de gestion des cas et l’auteur d’un cas de viol est actuellement en prison, à la maison d’arrêt de Moundou. Ces cas concrets d’identification, dénonciation, gestion des cas et condamnation des violences basées sur le genre sont une preuve du changement de comportement au sein de ces communautés bénéficiant des interventions sur les thématiques de cohabitation pacifique et de protection de l’enfant.

Une histoire d’intérêt humain est disponible à la fin de ce rapport. Cette histoire est l’œuvre de la compagnie théâtrale de Hadre Dounia, artiste qui œuvre pour la consolidation de la paix à travers sa caravane mobile.

* Lien de l’article : <https://yalna.org/2020/10/17/la-caravane-du-theatre-de-la-paix/>
* Lien des photos : <https://bit.ly/3dAUorx>
* Dans ce lien se trouvent les articles de la presse tchadienne couvrant cet événement : <https://bit.ly/3o4Unks>.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: L’environnement légal favorable contribue à la participation des jeunes et des femmes à la gouvernance locale pour la consolidation de la paix**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :**

**Résumé de progrès :***(Limite de 3 000 caractères)*

La cartographie des associations féminines a été finalisée et a permis d’identifier 4 plateformes (Public Interest Law Center (PILC) ; Le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires et la Cellule de Liaison et d’Information des Associations Féminines) et un comité technique interministériel présidé par la Direction Générale du Ministère de la Femme et de la Protection de la Petite Enfance, a été mis en place pour assurer la coordination et le processus de validation du PAN 1325. Des consultations ont permis l’identification des besoins stratégiques des femmes ainsi que les directives d’application au niveau national en vue de l’élaboration du PAN 1325 à Bol, Moundou et à N’Djaména. Le processus d’opérationnalisation des résolutions 1325 et 2250 est toujours en cours. Concernant la résolution 2250, les échanges avec le ministère de la Promotion des Jeunes, des Sports et de l’Emploi se poursuivent avec la nouvelle équipe[[1]](#footnote-2). L’objectif est d’élaborer une feuille de route en lien avec la politique nationale de la jeunesse déjà élaborée. Par ailleurs, pour garantir l’appropriation et un ancrage local du PAN 1325 et de la feuille de route 2250 et dans le même temps renforcer la participation des femmes et des jeunes aux mécanismes de prise de décision au niveau local, 150 leaders traditionnels et religieux (30 femmes) ont participé à un atelier de renforcement de capacités en plaidoyer public à Moundou, Bol et N’Djaména entre septembre et octobre 2020. Cet atelier a été organisé avec l’appui des points focaux des ministères impliqués. Ces leaders se sont engagés à prendre part activement aux ateliers relatifs aux plans d’action des résolutions 1325 et 2250 et aux émissions interactives (café Genre) qui seront organisées en décembre 2020 et janvier 2021 par les radios locales à Moundou, Bol et N’Djaména afin de promouvoir ces résolutions.

En plus de ces 150 leaders formés sur le plaidoyer public, 677 autres leaders traditionnels et religieux, responsables des associations des femmes et des jeunes et membres des forces de l'ordre (dont 271 femmes), ont bénéficié d’un renforcement de capacités sur la prévention, la résolution pacifique des conflits, l’écocitoyenneté, la gestion participative, rationnelle et équitable des ressources foncières à N’Djaména, Bol, Baga Sola et Liwa. Ces leaders formés ont organisé des rencontres communautaires sur les thématiques de l’inclusion des femmes et des jeunes aux mécanismes de gouvernance locale. Ce sont 2 887 personnes, dont 1 150, femmes qui ont pris part à ces rencontres à N’Djaména, au Lac et à Moundou. Également, les trois bureaux d’aide juridique mis en place à N’Djaména, Moundou et au Lac ont permis d’assister juridiquement et judiciairement 133 personnes (72 hommes, 55 femmes, 01 jeune homme et 05 jeunes femmes), à la résolution pacifique de leurs différends au niveau familial et communautaire.

Enfin, pour promouvoir la participation citoyenne, la plateforme U-Report a été mise à contribution et a permis aux jeunes hommes et femmes de faire entendre leurs voix et leurs préoccupations sur les notions de la paix et la cohésion sociale et de prendre conscience de leur rôle catalyseur dans la cohabitation pacifique. Les résultats des sondages réalisés en septembre 2020 montrent que 235 jeunes dont 35 filles de N’Djaména, Bol (province du Lac) et Moundou (province du Logone Occidental) ont participé aux sondages soit un taux de réponse de 92% [[2]](#footnote-3).

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(Limite de 1 000 caractères)*

Dans le but de créer un environnement favorable à la participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix, les activités ont porté sur le renforcement de capacités des acteurs locaux clés (leaders traditionnels et administratifs, responsables des associations des femmes et des jeunes), notamment sur l’identification des besoins stratégiques des femmes en vue de les prioriser lors de l’élaboration du PAN 1325 et la feuille de route 2250. Cela a été rendu possible grâce à l’appui et l’implication du Ministère de la Femme et de la Protection de la Petite Enfance ainsi qu’au Ministère de la Promotion des Jeunes, des Sports et de l’Emploi. Il est prévu également de commencer un dialogue communautaire avec les leaders locaux, traditionnels et religieux afin de valider les besoins stratégiques identifiés et de définir les priorités de consolidation de la paix de façon consensuelle avec l’implication de de tous les acteurs. En plus de la prise en compte des besoins spécifiques des femmes, cette approche permettra de favoriser une appropriation intergénérationnelle de toutes les composantes du programme.

**Résultat 2: Les autorit****és, les acteurs locaux et la communauté en général, les jeunes femmes et hommes, les femmes sont sensibilisées et mieux outillées pour être les agents catalyseurs de la culture de paix, la résolution pacifique des conflits intercommunautaires, le brassage intercommunautaire et la consolidation de la paix**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :**

**Résumé de progrès *:*** *(Limite de 3000 caractères)*

Grâce aux formations sur les techniques de communication de proximité (causeries éducatives, visites à domicile) organisées à Moundou, N’Djaména et Bol, 1 609 acteurs locaux dont 484 femmes (1 212 membres des réseaux communautaires, 90 PPC, 7 superviseurs et 300 membres des APE) ont acquis des compétences accrues pour promouvoir la prévention et la résolution pacifique des conflits ainsi que le changement de comportement pour la cohabitation pacifique. Ainsi, 16,776 personnes (5 971 hommes, 3 853 femmes, 3 957 jeunes hommes et 2 995 jeunes femmes) ont été sensibilisées à domicile par les membres des réseaux communautaires sur les thématiques de cohabitation pacifique et de protection de l’enfant (par exemple l’enregistrement des naissances). Par ailleurs, les membres des réseaux communautaires ont dénoncé des cas des violations des droits des enfants (cinq cas de viol et d’agression sexuelle et deux cas de mariage d’enfants) à Moundou en 2020. Ces cas ont été pris en charge par la Coordination Provinciale de gestion des cas et l’auteur d’un cas de viol est actuellement en prison à la maison d’arrêt de Moundou. Pour maximiser les séances de communication de proximité, 90 PPC dont 48 femmes et 7 superviseurs (accompagnés de 32 couples identifiés comme modèles par leurs communautés) ont été formés et outillés (banderoles, affiches, kakémonos) pour promouvoir la prévention et la résolution pacifique des conflits et la cohabitation pacifique à l’école et dans les communautés. Cela se fera par des causeries éducatives et via les plateformes communautaires et communales[[3]](#footnote-4).

En plus de la formation des enseignants et de la mise en place des clubs ambassadeurs, 300 membres des associations des parents d’élèves dont 100 femmes, de 66 collèges et lycées[[4]](#footnote-5) ont été formés sur des notions de la paix et sur le rôle de médiateur dans le processus de cohabitation pacifique dans les écoles (Cf. témoignage de Mr Mbaïoudoum Djenadé Assa, voir Partie 1).

De même, avec l’appui de la Compagnie Hadre Dounia et 43 jeunes[[5]](#footnote-6) (dont 19 filles), 14 339 personnes[[6]](#footnote-7) ont été sensibilisées sur la cohabitation pacifique à N’Djaména, Moundou et Bol. Des jeux-concours sur des initiatives des jeunes en leadership et promotion de la cohabitation pacifique au niveau communautaire ont été organisés à Moundou, Baga Sola et Bol au profit de 200 jeunes[[7]](#footnote-8).

Enfin, en vue de l’insertion socio-économique et autonomisation des jeunes hommes et des jeunes femmes à la mise en œuvre des activités génératrices des revenus, 15 artisans (10 hommes et 5 femmes) formateurs ont été identifiés et recyclés en couture, culture maraichère et la mécanique en septembre 2020. Cet encadrement a été assuré par les cadres de la direction de la formation et de l’éducation non formelle.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1 000 caractères*)*

Pour une appropriation de toutes les activités focalisées sur la prévention et la résolution pacifique des conflits et la participation des jeunes et des femmes au mécanisme de gouvernance locale, les compétences de 2,093 acteurs dont 1 609 hommes et 484 femmes identifiés au niveau administratif, communautaire et associatif ont été renforcées sur le leadership, la masculinité, le genre, la culture de la paix et les droits humains. Les plateformes mises en place à N’Djaména, Bol et Moundou pour la mobilisation sociale, souvent animées par les jeunes et les femmes, font de la promotion des notions de cohabitation pacifique, la résolution pacifique des conflits et le respect des droits humains. Enfin, les 15 artisans formateurs formeront 200 jeunes dont 60% des femmes en couture, culture maraichère et la mécanique. Ce qui favorisera leur autonomisation en vue d’assurer leur leadership au sein de leurs communautés.

**Résultat 3 :** **La coordination et communication autour du portefeuille PBF facilite l’atteinte des résultats attendus, à travers une orientation stratégique et un cadre de suivi et évaluation renforcés.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Le secrétariat du PBF, mis en place l'année précédente, a effectué son travail de coordination du portefeuille PBF au Tchad en soutenant les agences bénéficiaires du fonds dans la mise en œuvre des projets en cours. Il a rempli avec succès son rôle quotidien de soutien au Bureau du Coordonnateur Résident en fournissant des orientations stratégiques sur la consolidation de la paix et en participant à diverses réunions organisées par différents partenaires. Cela a beaucoup contribué à l'élaboration du mandat du comité de pilotage, sur la base duquel le gouvernement a rédigé un arrêté sur la création d'un tel comité, qui devrait être publié dans les prochains jours par le ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et Coopération Internationale ; à la cartographie des projets / programmes de consolidation de la paix et à la mise en place d'une plateforme informelle de partenaires et de praticiens dans ce domaine.

Le secrétariat du PBF en collaboration avec PDA et PDS a mené avec succès une réunion de consultation interministérielle pour la finalisation et la validation du rapport stratégique annuel 2019 en janvier 2020. Cela a permis de définir les priorités du pays en termes de consolidation de la paix et de renforcer la collaboration avec le gouvernement. Les ministères sectoriels ont reconnu l'importance et le potentiel des investissements PBF au Tchad et le gouvernement a compris sa responsabilité de s'approprier des contributions importantes du PBF et de coordonner les orientations stratégiques de la consolidation de la paix. Les mêmes modalités pratiques sont adoptées pour préparer une prochaine réunion prévue (fin novembre 2020) dans le cadre de la même consultation pour le rapport stratégique de consolidation de la paix 2020.

Deux réunions de coordination du portefeuille ont eu lieu en janvier et octobre 2020 avec les points focaux et les chargés de suivi et évaluation des neuf (9) agences bénéficiaires. La première réunion visait à clarifier le rôle et les responsabilités du secrétariat du PBF, à fournir des lignes directrices pour l'utilisation du fonds PBF et à échanger des expériences mutuelles dans la mise en œuvre des projets en cours. La première rencontre a permis de renforcer la collaboration entre les agences bénéficiant du fonds, d'apprendre les unes des autres et d'avoir une compréhension commune des besoins de financement du PBF. Le second a été organisé pour clarifier certains changements sur les rapports des projets PBF, présenter de nouveaux formulaires de rapport, échange sur l'évaluation finale et la clôture des projets PBF.

En outre, le Secrétariat du PBF et l'équipe de consolidation de la paix du BCR dans son ensemble ont soutenu le développement de nouveaux projets PBF dans le cadre de la mobilisation de fonds pour l'année 2020. Ici pour répondre à l'appel à propositions GYPI 2020 et autres mécanismes de financement (IRF et PRF) du fonds PBF. Cela a abouti à un projet transfrontalier avec le Cameroun et le Gabon en phase de démarrage et trois autres dont le Projet de consolidation de la paix au Nord et les deux propositions GYPI en cours d'approbation, ainsi que le projet transfrontalier Tchad-Soudan en cours d’elaboration.

Dans le cadre du suivi et de l'évaluation, l'équipe PBF a suivi la mise en œuvre du PTA 2020 à l'aide d'une matrice de suivi du portefeuille PBF et des missions de terrain. Il a également soutenu la finalisation des rapports de progrès en examinant leur qualité avant leur soumission à la plateforme et les étapes préliminaires du processus d'évaluation finale des quatre projets IRF qui s'achèveront en novembre-décembre 2020. Des missions de suivi ont été effectuées sur les sites des projets pour apporter un appui technique au personnel d'exécution des projets afin de respecter les cadres de resultats et l'aspect conjoint des projets PBF tout en renforçant les actions de consolidation de la paix et l'implication du gouvernement.

En termes de communication, le secrétariat a fait son travail quotidien de publication des réalisations du PBF au Tchad sur les sites sociaux (Facebook et Twitter) du PBF-Tchad, en donnant des orientations sur la visibilité et en partageant un modèle de newsletter. Il a renforcé les échanges entre le gouvernement, les agences et les partenaires d’exécution en partageant les informations pertinentes du PBF.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1 000 caractères*)*

La dimension de genre et surtout le respect de l'indice d'évaluation de l'intégration de genre (Gender Marker) dans tous les projets du portefeuille PBF a été l'un des sujets de discussion dans tous les échanges menés. De même pour des besoins des jeunes surtout pour les projets visant le renforcement des capacités des jeunes.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)  Un plan de suivi-évaluation du projet est en place dans chaque agence. Toutes les agences partagent les données avec l’agence Lead pour la consolidation. Une fois le rapport consolidé, le secrétariat PBF au Tchad valide ledit rapport avant de le télécharger sur la plateforme (Gateway).  Les missions conjointes sont planifiées pour le mois de décembre 2020. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? OUI  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ?  Oui, un sondage sur la notion de la paix et le rôle des jeunes à la cohabitation pacifique a été réalisé en septembre 2020 à N’Djamena, au Lac (Bol) et dans le Logone Occidental (Moundou) auprès de 233 jeunes. 91% des personnes interviewés ont répondu aux questions du sondage. |
| **Évaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ?  Non | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): **66 200 USD**  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: N/A |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur : Montant ($):  N/A. |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Avec la levée progressive des mesures restrictives liées à la COVID-19, les principales activités ont été réalisées dans le respect des mesures barrières, à savoir : la sensibilisation de proximité en petit groupe (moins de 50 personnes), la distanciation physique, le lavage régulier des mains au savon et le port obligatoire du masque. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

Aucun ajustement financier n’a été fait ($ 0)

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

La COVID-19 n’a pas eu d’incidence nécessitant des ajustements financiers mais plutôt la mise en œuvre des activités suite aux mesures du gouvernement pour lutter contre la propagation de la maladie (interdiction de regroupement, isolement entre les provinces).

Du fait de la pandémie de COVID-19, plusieurs activités ont été retardées. En effet, les formations qui devaient se dérouler en mars 2020 n’ont eu lieu qu’en septembre et octobre 2020. Il s’agit précisément de la formation des clubs des élèves ambassadeurs à Moundou et Bol, de la formation des APE et des promoteurs de la paix au niveau communautaire.

L’installation des clubs des élèves ambassadeurs de paix à Moundou et Bol a été ralentie à cause de la fermeture de toutes les écoles le 20 mars 2020 par le Gouvernement afin de limiter la propagation du virus. Cette situation a entrainé le reversement des fonds par le partenaire d’exécution d’un montant de 21 577 USD à l’UNICEF. Ainsi, le montant de la dépense déclarée au mois de juin sur l’activité 2.1.1 est revu à la baisse. Ainsi, au lieu de 48 737.85 USD d’engagement, le montant est devenu 27 160.52 USD dans ce rapport. Toutefois, l’activité est replanifiée pour être exécutée en janvier 2021.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

Autres (veuillez préciser) : N/A

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liée à la pandémie, etc.*)

N/A

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  L’environnement légal favorable contribue à la participation des jeunes femmes et des hommes et des femmes à la gouvernance locale pour la consolidation de la paix | Indicateur 1.1  Nombre de jeunes filles, garçons, femmes, hommes et de personnes déplacées et/ou autochtones engagés dans la gouvernance locale, l’accès à la justice et au processus de consolidation de la paix dans les dix arrondissements de la ville de N’Djamena et | Niveau de référence : 1 200   * Dix arrondissements de la ville de N’Djamena : 100 filles, 100 garçons, 100 femmes, 100 hommes et 100 personnes déplacées âgées de 17 à 35 ans. * Quatre arrondissements de la ville de Moundou 500 filles, 500 garçons, 500 femmes, 500 hommes et 100 personnes déplacées âgées de 17 à 35 ans | 20 000 :   * Dix arrondissements de la ville de N’Djamena : 2 500 filles, 2 500 garçons, 2 000 femmes, 1 500 hommes et 1 500 personnes déplacées âgées de 17 à 35 ans. Total : 10 000 * Quatre arrondissements de la ville de Moundou * 2 000 filles, 2 000 garçons, 2 000 femmes, 500 hommes et 500 personnes déplacées | 3 947 répartis comme suit :  - N’Djaména : 131 filles, 345 garçons, 554 femmes et 1 002 hommes  - Moundou : 65 filles, 76 garçons, 376 femmes et 555 hommes  - Bol : 43 filles, 45 garçons, 305 femmes et 450 hommes | 6 424 répartis comme suit :   * N’Djaména :   Filles : 221  Garçons : 434  Femmes : 884  Hommes : 1 532   * Moundou :   Filles : 153  Garçons :175  Femmes : 572  Hommes : 939   * Bol :   Filles : 110  Garçons : 123  Femmes : 571  Hommes : 710 | Activité en cours de mise en œuvre |
| Produit 1.1  L’opérationnalisation des résolutions 1325-2250 et des stratégies nationales du Genre et de la jeunesse favorise la participation des jeunes, femmes et hommes y compris des personnes déplacées à la gouvernance locale, à l’accès à la justice et au processus de consolidation de la paix à N’Djamena, | Indicateur 1.1.1  Nombre de politiques sectorielles opérationnelles à différents niveaux (ministériel, régional, municipal), ayant intégré les dispositions des résolutions 1325-2250 et des stratégies nationales du Genre et de la jeunesse | 00 | * 06 (dont 01 Plan d’action du Ministère de la Femme et de la Protection de petite enfance, 01 plan d’action du Ministère de la Jeunesse et des Sports, 01 PDC de la Mairie de N’Djamena * 01 PDC de la Mairie de Bol et Bagasola, 01 PDR de la province du Lac, 01 PDC de la Mairie de N’Djamena, 01 PDC de la Mairie de Moundou). | 00 | 00 | Les plans d'action en lien avec la résolution 1325 et la feuille de route de la résolution 2250 sont en cours de finalisation. |
| Indicateur 1.1.2  Nombre de propositions d’idées développées par les jeunes femmes et hommes, femmes et hommes et pris en compte au sein des instances de prise de décision au niveau central et décentralisé | 0 | 50   * Dix arrondissements de la ville de N’Djamena : Total : 15 * Quatre arrondissements de la ville de Moundou   Total : 15   * Département de Kaya :   Total : 10   * Département de Fouli :   Total : 05   * Département de Mamdi Total : 05 | 00 | 00 | Cette activité est en cours de mise en œuvre et les progrès pourront être évalués à un stade plus avancé. |
| Produit 1.2  Les leaders de la société civile, les jeunes femmes et hommes y compris les femmes connaissent les processus et procédures légales de participation citoyenne et engagent des initiatives pour la cohésion sociale et à la prise de décision au sein des espaces de gouvernance locale à N’Djamena, à Moundou | Indicateur 1.2.1  Pourcentage de leaders de la société civile, des hommes et de femmes, les jeunes femmes et jeunes hommes, personnes déplacées qui comprennent les processus et procédures légales de participation citoyenne  Nombre d’hommes, de femmes, jeunes femmes et | TBD  500 dans la province du Lac | * 70 % des 20 000 personnes ciblées, dont 50 % de femmes et jeunes femmes * 3 120 dans les trois départements de la province du Lac | ND (dans l'attente de la base de données d’évaluation finale) | 00 | Cette activité est en cours de mise en œuvre et les progrès pourront être évalués à un stade plus avancé. |
| Indicateur 1.2.2  Pourcentage de leaders de la société civile, des hommes et femmes, jeunes femmes et hommes et personnes déplacées qui participent activement à la cohésion sociale et aux espaces communautaires de gouvernance locale | TBD | 80% des 20 000 personnes ciblées, dont 60% de femmes et jeunes femmes | ND (dans l'attente de la base de données) | 00 | Cette activité est en cours de mise en œuvre et les progrès pourront être évalués à un stade plus avancé. |
| Produit 1.3  Les mécanismes de prise de décision locale, la justice et la cohésion sociale sont améliorés à N’Djamena, à Moundou et dans la région du Lac par des instances de dialogues communautaires qui fonctionnent de manière participative, inclusive et dans le respect de l’équité et des droits humains fondamentaux | Indicateur 1.3.1  Mode de fonctionnement des instances de dialogue communautaires dans les trois départements de la région du Lac et les 04 arrondissements de Moundou et 10 arrondissements de N’Djaména | Fonctionnement peu inclusif. | Fonctionnement inclusif et participatif | Processus en cours- Fonctionnement inclusif et participatif en cours d’amélioration | Processus en cours- Fonctionnement en cours d’amélioration en termes d’inclusion et de participation. | Cette activité est en cours de mise en œuvre |
| Indicateur 1.3.2  Nombre de propositions d’initiatives locales portées par les jeunes et les femmes et pris en compte et mis en œuvre par les mécanismes de prise de décision dans les Villes de N’Djamena, Moundou et des trois départements de la province du Lac | 00 | Cible : 55   * Dix arrondissements de la ville de N’Djamena : 7 initiatives jeunes femmes, 4 initiatives jeunes hommes, 7 femmes, 1 homme et 1 initiative pour les personnes déplacées âgées de 17 à 35 ans.   Total : 20 initiatives   * Quatre arrondissements de la ville de Moundou * 7 initiatives jeunes femmes, 4 | 00 | 00 | Cette activité est en cours de mise en œuvre et les progrès pourront être évalués après. |
| **Résultat 2**  Les autorités, les acteurs locaux et la communauté en général (20.0000 bénéficiaires), les jeunes femmes et hommes, les femmes sont sensibilisées et mieux outillées pour être les agents catalyseurs de la culture de paix, la résolution pacifique des conflits intercommunautaires, le brassage intercommunautaire | Indicateur 2.1  Capacités techniques et opérationnelles des chefs traditionnels et religieux, des jeunes filles et garçons, des femmes et des hommes à prévenir/résoudre les conflits dans la ville de N’Djamena, Moundou et dans les trois départements de la région du L | Faible | Élevée | **Moyen**  Processus en cours.  1 056 leaders communautaires, membres des organisations des femmes, enseignants etc., répartis comme suit :  -N’Djaména : 20 filles, 11 garçons, 95 femmes et 304 hommes  - Moundou : 25 filles, 30 garçons, 70 femmes et 315 hommes | Moyen  2 697 répartis comme suit :   * N’Djaména :   Filles : 46  Garçons : 38  Femmes : 365  Hommes : 774   * Moundou :   Filles : 36  Garçons :64  Femmes : 191  Hommes : 723   * Bol :   Filles : 24  Garçons : 45  Femmes : 135  Hommes : 256 |  |
| Produit 2.1  Les acteurs locaux, les jeunes filles et garçons, des hommes et des femmes ont des compétences davantage accrues pour promouvoir un dialogue constructif, une participation inclusive aux mécanismes de gouvernance locale, de prévention et de résolution de conflits. | Indicateur 2.1.1  Nombre d’initiatives communautaires initiées par les chefs traditionnels et religieux, des jeunes femmes et hommes, des femmes et des hommes pour le dialogue intercommunautaire et la promotion de la cohésion sociale au niveau local. | 121 (dont 50 dans la ville de N’Djamena, 25 Moundou et 17 Fouli, 25, Kaya, 29 Mamdi). | Cible : 500 (dont 200 dans les dix arrondissements de la ville de N’Djamena et 50 Kaya, 100 Fouli, 50 Mamdi, 100 à Moundou) | 121 répartis comme suit :   * N’Djamena : 40 * Moundou : 55 * Bol : 26 | 140 répartis comme suit :   * N’Djamena : 46 * Moundou : 60 * Bol : 34 | Cette activité s’effectue de manière continue |
| Produit 2.2  Les jeunes femmes et hommes, les femmes ainsi que les autres acteurs communautaires sensibilisés promeuvent et contribuent à la résolution pacifique des conflits intercommunautaire, le brassage intercommunautaire en vue de la consolidation de la paix et affirment leur leadership | Indicateur 2.2.1  Nombre de personnes/groupes de personnes sensibilisées, ayant des capacités renforcées sur l’importance de la cohésion sociale et participant activement aux mécanismes communautaires de prévention et de résolution des conflits intercommunautaires dan | TBD | Cible : 20 000   * Quatre arrondissements de la ville de Moundou   2 000 jeunes femmes, 1 000 jeunes hommes, 2 000 femmes, 500 hommes et 1 000 personnes déplacées âgés de 17 à 35 ans  Total : 6 500   * Kaya : 600 jeunes femmes, 500 jeunes hommes, 500 femmes, 500 hommes et 500 personnes déplacées âgés de 17 à 35 ans | 11 570 jeunes dont 39% de filles répartis comme suit :  - Moundou : 278 jeunes femmes, 312 jeunes hommes, 545 femmes et 755 hommes  - N’Djaména : 819 jeunes femmes, 965 jeunes hommes, 2 567 femmes et 4 560 hommes   * - Bol : 125 jeunes femmes, 115 jeunes hommes, 215 femmes et 314 hommes. | * 28 347 jeunes dont 40,21% des femmes et des filles répartis comme suit : * Moundou : Filles : 2 039 Garçons : 2 889   Femmes :  3 408  Hommes :  4 994   * N’Djamena :   Filles : 1 939 Garçons :  2 189  Femmes :  3 313  Hommes :  6 088   * Lac :   Filles : 240 Garçons : 271  Femmes : 459  Hommes : 518 | Cette activité s’effectue de manière continue |
| Indicateur 2.2.2  Nombre d’associations de jeunes filles, garçons, femmes et personnes en situation de déplacement qui sont engagées au niveau local pour la cohésion sociale, la gouvernance locale, l’accès à la justice et la paix. | 00 | Cible : 120   * Quatre arrondissements de la ville de Moundou   1er arrondissement : 20  2ème arrondissement : 20  3ème arrondissement : 20  4ème arrondissement : 20  Dix arrondissements de la ville de N’Djamena :  100   * Quatre départements de la province du Lac   Kaya : 05  Fouli : 05  Mamdi : 10 | 120 réparties comme suit :  - Moundou : 40  - N’Djaména : 60  - Bol: 20 | 170 répartis comme suit :   * Moundou : 55 * N’Djamena : 80 * Bol : 35 | Cette activité s’effectue de manière continue |
| **Résultat 3**  La coordination et communication autour du portefeuille PBF facilite l’atteinte des résultats attendus, à travers une orientation stratégique et un cadre de suivi et évaluation renforcés | Indicateur 3.1.  Nombre de rapports sur les orientations stratégiques et techniques du Groupe technique de coordination et du Comite consultatif | 0 | 8 rapports  (Un rapport trimestriel du Groupe technique de coordination et/ou du comité consultatif fournissant des recommandations stratégiques et techniques durant la mise en œuvre du portefeuille PBF) | 4 | 7 | Les 7 rapports concernent : 1 rapport stratégique 2019, 1 rapport de coordination avec les agences, 5 rapports des comités techniques. |
| Indicateur 3.2  % des membres du cadre de coordination à même de contrôler et guider efficacement les interventions du PBF | 0% | 100% | 50% | 100% |  |
| Indicateur 3.3  Taux de décaissement conforme aux critères de PBSO | 0% | 80% | 24,53% | 48,81% | Décaissement global pour ce projet. |
| Produit 3.1  L’unité de coordination du Fonds est opérationnelle et les partenaires nationaux, partenaires d’exécution et les bénéficiaires sont mieux familiarisés avec les acquis des projets PBF | Indicateur 3.1.1  Nombre de rapports mandataires soumis à échéances régulières | 0 rapport mandataire soumis pour le portefeuille PBF 2018 - 2021 | 30 | 11 | 17 | Les 17 rapports correspondent : 5 rapports de progrès pour novembre 2019 ; 6 pour juin 2020 et 6 pour novembre 2010. |
| Indicateur 3.1.2  % des membres du cadre de coordination à même de contrôler et guider efficacement les interventions du PBF | 0% | 100% | 100% | 100% |  |
| Produit 3.2  Le suivi et l’évaluation du portefeuille PBF estt efficace et facilite l’atteinte des résultats attendus des interventions financés par le PBF | Indicateur 3.2.1  Un cadre de coordination stratégique et technique du projet est mis en place | Nul | Un Groupe technique de Coordination et le Comité consultatif mis en place | Un Groupe technique de Coordination et le Comité consultatif mis en place | Un Groupe technique de Coordination et le Comité consultatif mis en place | (A revoir pour mieux définir cet indicateur) Des comités techniques de projet individuels sont en place. Le Copil est en cours de création |
| Indicateur 3.2.2  Le système de S&E du portefeuille PBF est mis en place et utilisé pour les rapports de progrès auprès des membres du cadre de coordination et PBSO | Système S&E en cours d’établissement | 8 rapports de progrès (les membres du cadre de coordination et PBSO reçoivent régulièrement les rapports sur les progrès et les contraintes du portefeuille PBF, et apportent des ajustements) | 11 | 17 | Les 17 rapports correspondent : 5 rapports de progrès pour novembre 2019 ; 6 pour juin 2020 et 6 pour novembre 2010. |
| Produit 3.3  Une communication efficace est assurée autour des résultats obtenus par les projets et la visibilité de PBF est assurée au Tchad auprès des bailleurs de fonds, des bénéficiaires et des partenaires techniques et financiers. | Indicateur 3.3.1  Nombre de bulletins d’informations réguliers sont produits à l’intention des partenaires nationaux, des partenaires d’exécution, des agences et programmes des Nations Unies intervenant au Tchad | 0 | * 8 bulletins produits et disséminés * Fiches projets disponibles pour tous les projets * Note d’information sur le portefeuille PBF disponible | 0 | 0 | Ces activités sont en cours de réalisation. Un canevas de bulletin est conçu et remis aux agences pour la production de leurs bulletins afin de permettre au secrétariat de produire son bulletin. |

**ANNEXES :**

Lien à l’article : <https://bit.ly/37aeSWS>

Lien aux photos HQ : <https://bit.ly/3dAUorx>

**LA CARAVANE DU THEATRE DE LA PAIX**

*Par Martina Palazzo*

*Crédits photos : © UNICEF CHAD/2020/Palazzo*

Lorsque l’instabilité et l’insécurité prennent leur quartier dans un pays, les premières victimes sont les habitants en général mais en particulier les enfants, les jeunes et les femmes. Ces menaces récurrentes contre la paix et le développement engendrent une pléthore de conflits autour de questions telles que l’accès et la gestion aux ressources naturelles, les déplacements forcés et massifs, etc.

Comment prévenir ces conflits ? Comment promouvoir la paix, la cohésion sociale et la cohabitation pacifique ? Qu’est ce qui peut être déjà fait au niveau communautaire surtout avec les jeunes ? Quel est le rôle de cette jeunesse demandeuse d’une place dans les différents processus de prise de décision communautaire ?

Toutes les recettes sont bonnes pour faire de la paix non pas un mot mais un comportement. Pour la compagnie ‘Hadre Dounia’’, le théâtre est un véritable canal de sensibilisation et d’interpellation pour une population à majorité analphabète. Ce constat a fait démarrer le moteur d’une caravane de formation et de sensibilisation à travers l’utilisation de l’art théâtral.

Ainsi, 45 jeunes tchadiens et tchadiennes retenus pour leur talent et vivant à N’Djamena ont bénéficié d’une formation sur les techniques du théâtre participatif.



Hadre Dounia introduit la performance théâtrale devant les autorités du 9e arrondissement de N’Djamena et devant les médias qui ont suivi les étapes de la caravane.

« *Le théâtre participatif accompagne le public à une première prise de conscience en vue du changement de comportement, et sans beaucoup de moyens. Sur la scène, s’anime un dialogue entre tous les participants de la pièce, y inclut le public qui se fait acteur* » nous explique Hadre Dounia, directeur artistique de la compagnie théâtrale qui porte son nom et par ailleurs responsable de l’activité. Satisfait des progrès techniques et artistiques des jeunes acteurs et actrices, Hadre Dounia est enthousiasmé d’avoir pu atteint une telle participation du public dans tous les arrondissements des villes de N’Djaména et Moundou.



La mise en scène du spectacle au 9e arrondissement de N’Djamena le 24 septembre 2020. A la fin de la performance, les 3 jeunes de la compagnie Saro ont reçu leur certificat de participation à la formation sur les techniques du théâtre participatif.

Les performances de ces jeunes ont permis de transmettre des messages clairs et explicites contre le mépris entre les différentes classes sociales, la stigmatisation de certains groupes d’individus de la société, les conflits communautaires.

A travers une catharsis, de la violence au calme, des gestes agressifs aux poignées de mains, les acteurs et les actrices ont mis en scène des cas du quotidien, des histoires de voisinage qui pourraient conduire à conflits ; mais qui peuvent et doivent se résoudre dans la paix et la cohabitation pacifique dans le quartier, la communauté. Car ne dit-on pas que « ton voisin est le premier parent en cas de besoin » (phrase prise de la pièce théâtrale). Les toutes récentes inondations, qui ont touché 30 000 ménages à l’échelle du pays, ont montré comment grâce à la solidarité et l’entraide des personnes sinistrées après une nuit de grosse pluie, ont pu être secourues par la communauté.



A la fin du spectacle, les jeunes artistes ont distribué du savon et de l’eau de javel au public pour contraster la propagation du coronavirus.

Les appels à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix se font de plus en plus pressants et inéluctables à un moment historique où les vulnérabilités sociales se mêlent à la pandémie globale de la COVID-19. D’où la volonté des 45 jeunes acteurs et actrices à sensibiliser également sur les mesures barrières contre la propagation du coronavirus, sur les conséquences négatives de la stigmatisation des malades et sur l’importance de protéger les mineurs, les femmes et les plus vulnérables aussi bien à l’intérieur qu’à l’extérieur des ménages.



Yamadje Sotinan félicite le travail de jeunes artistes

« *Ce qui m’a frappé le plus aujourd’hui est d’avoir vu la jeunesse sensibiliser les adultes et les personnes du 3e âge. C’est notre jeunesse, concrète et active, qui nous sollicite à faire de notre pays un endroit de paix*», témoigne Yamadje Sotinan, spectateur et fonctionnaire de la commune du 9e arrondissement.

C’est dans cet esprit que la caravane continuera son chemin dans la ville de Bol au mois de novembre 2020, tout en gardant l’enthousiasme dont elle a fait preuve jusqu’à présent.

Cette activité est soutenue par l’UNICEF Tchad grâce à l’appui financier du Fond des Nations Unies pour la consolidation de la paix. Elle s’inscrit dans un large programme de trois ans sous le titre « Appui à la participation citoyenne des jeunes et des femmes à la gouvernance locale et à la consolidation de la paix au Tchad ».

1. Le 14 juillet 2020, le Gouvernement du Tchad a été remanié. [↑](#footnote-ref-2)
2. Le document présentant les données de cette enquête : https://tchad.ureport.in/opinion/4550/. [↑](#footnote-ref-3)
3. Coordination des associations des jeunes du Lac/Antenne de Bol, Coordination des associations des jeunes du Lac/Antenne de Bagassola, Plateforme communale de Moundou ; et Plateforme des réseaux de maisons de culture et de centres de lecture publique à N’Djaména [↑](#footnote-ref-4)
4. À Moundou (21), au Lac (17) et à N’Djamena (28) [↑](#footnote-ref-5)
5. Formés sur l’écriture du théâtre participatif, la mise en scène et le scénario. [↑](#footnote-ref-6)
6. (i) N’Djamena : 1 879 personnes incluent 905 hommes ; 356 femmes ; 404 garçons et 214 filles

   (ii) Moundou : 9 020 personnes incluent 3 608 hommes ; 2 557 femmes ; 1 807 garçons et 1 048 filles

   (iii) Bol : 3 440 personnes incluent 780 hommes ; 160 femmes et 2 500 jeunes filles et garçons.

   7. 19 micro-projets des jeunes sur le leadership et la promotion de la cohabitation pacifique par les jeunes sont actuellement en cours d’évaluation pour un appui technique et financier [↑](#footnote-ref-7)
7. [↑](#footnote-ref-8)